



n° 95/09 septembre 1995

ISLAM EN EUROPE

I. LES MUSULMANS EN BOSNIE

Texte extrait de la Revue néerlandaise Begrip, 19/1993 n° 113, pp. 6-14, publiée par la Nederlandse Hervormde Kerk et les Gereformeerde Kerken in Nederland, en avril/mai 1993. Traduit du néerlandais par Lucie Mendes, secrétaire de la Commission Islam de l'EPUB et publié dans le Périodique Trimestriel El Kalima n° 18 - juillet 1993, bulletin de dialogue entre chrétiens et musulmans (éditeur responsable Chr. De Decker - 69 rue du Midi 1000 Bruxelles - Belgique).

Depuis le démembrement de la Yougoslavie et l'éclatement de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, la situation des musulmans bosniaques est quasi journalièrement mise en vedette par les médias. Aussi le téléspectateur peut-il suivre avec quelque régularité les aventures des réfugiés bosniaques. Certains de ces reportages donnent l'impression que nous avons ici affaire à des musulmans non ou à peine pratiquants. L'interprétation qui en est donnée explique qu'il s'agit ici de musulmans **éthnologiques**. D'autre part, nous voyons des images d'enterrements au cours desquelles les victimes des violences de la guerre sont enterrées selon le rite musulman. Dans cet article on va traiter de la position de l'Islam dans cet ex-état fédéré de la Yougoslavie. Cela nécessite une ébauche historique.

L'implantation de l'Islam en Bosnie

A la fin du XIV^{ème} siècle, la Bosnie était un royaume qui ne comprenait pas seulement le territoire actuel de la Bosnie-Herzégovine, mais aussi une grande partie de la côte Adriatique. Ce royaume vécut une période prospère sous le roi Turtko Ter (1353-1391). Le nom Bosnie fut emprunté à la rivière Bosna. Au XV^{ème} siècle, Stjepan Vukčić Kosaca se révolta contre le roi et se proclama lui-même duc. La région **qu'il** contrôla fut appelée Herzégovine, pays du duc.

Entre le IX^{ème} et le XIII^{ème} siècle la région était déjà de temps à autre en contact avec l'Islam parce que les nomades turcs entraient dans le territoire par le bassin du Danube. La côte Adriatique avait dû faire face à des escarmouches militaires des Arabes. Mais on ne peut parler d'un établissement de l'Islam dans cette région qu'en relation avec l'expansion du royaume turc ottoman. Les premières invasions dans le territoire ont eu lieu pendant la royauté de Turtko Ier nommé ci-dessus. Tandis que celui-ci sut encore repousser les invasions turques, ses successeurs durent payer un tribut à leurs voisins de l'est devenant déjà plus puissants. Un refus de payer le tribut conduisit, en 1463, à la conquête de la Bosnie par le sultan turc et à la fin du royaume bosniaque. En 1482, l'Herzégovine fut conquise à son tour.

La Bosnie devint une province de l'empire ottoman. Sarajevo, le lieu où le gouverneur résidait, se développa et devint un centre important. Entre autre, les constructions monumentales du bey Ghazi Khusrew (gouverneur, 1520-1542) ont témoigné des destructions des dernières années d'un passé prospère. Au XVI^{ème} siècle, Sarajevo perdit sa position de chef-lieu de province au profit de Banja Luka.

L'annexion par le royaume ottoman inaugura une période d'islamisation de la Bosnie. L'islamisation de la Bosnie se déroula plus rapidement et d'une manière plus retentissante qu'ailleurs dans les Balkans, à l'exception de l'Albanie. Il n'est pas question de conversion forcée, mis à part le **devsjirme**, une sorte d'impôt par lequel les territoires chrétiens étaient contraints de céder un certain nombre d'enfants qui, ensuite, étaient élevés comme musulmans pour servir le sultan.

Il y a divers facteurs qui ont contribué à l'islamisation des Balkans en général, et de la Bosnie en particulier. Non seulement, il y avait une élite locale qui, pour des raisons opportunistes s'étaient inclinée à accepter la religion et la culture des dominateurs turcs. A côté de cela, il y a des informations sur les conversions de masse parmi la population paysanne de la région, surtout dans la première décennie du gouvernement ottoman. Déjà en 1463, l'année de la conquête turque, 36.000 familles se seraient converties à l'Islam pendant une assemblée en plein air et auraient demandé en même temps au sultan d'avoir certains privilèges. Un de leurs souhaits était l'admission aux plus hautes fonctions dans le royaume et l'éducation de leurs fils pour de telles fonctions. Probablement la conversion de masse a été arrangée dans les années précédentes en concertation entre les dirigeants bosniaques et Istanbul.

Suivant la théorie traditionnelle qui fut généralement acceptée jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la secte chrétienne des Bogomiles se convertit en masse à l'Islam. Cette conversion de masse serait inspirée

par l'analogie de la doctrine éthique de cette secte et la loi islamique. En outre, l'Eglise catholique romaine aurait mis le roi de Bosnie à la poursuite des Bogomiles, à la suite de quoi les **hérétiques** se seraient inclinés à accepter plutôt la religion des conquérants turcs.

Cette théorie est actuellement controversée. Suivant les adversaires de la **théorie des Bogomiles**, il est en premier lieu douteux que **l'Eglise de Bosnie** ait été composée de Bogomiles. En outre, il n'y a pas de preuve que cette **Eglise de Bosnie**, au temps de la conquête turque, ait encore beaucoup d'adhérents. Ils pensent que les conversions à l'Islam provenaient de tous les groupes de la population de ce temps-là en Bosnie. De plus, l'immigration des musulmans des autres parties du royaume ottoman ne doit pas être sous-estimée. Ces immigrants occupèrent les emplois locaux et adoptèrent la langue serbo-croate mais gardèrent leur religion islamique.

C'est pourquoi, aujourd'hui, l'islamisation de la Bosnie est vue le plus souvent comme un processus complexe et progressif auquel différents facteurs ont collaboré.

La Bosnie sous les Ottomans (1463-1878)

Sous les Ottomans, les villes de Bosnie continuèrent à se développer et à prospérer. Ces villes ne prirent pas seulement naissance autour des centres politiques et militaires des souverains ottomans mais aussi autour des centres d'exploitation minière qui, après l'agriculture, prirent la seconde place dans l'économie de la Bosnie. Les villes reçurent une impulsion importante dans les domaines du travail du cuir, des armes, de l'orfèvrerie et autres artisanats turcs. Dans les premiers siècles du gouvernement ottoman, les guildes continuèrent à connaître un développement rapide. Le commerce aussi fleurit non seulement avec les autres villes de l'empire ottoman mais aussi - par l'intermédiaire des ports de Dubrovnik et Split - avec les villes italiennes.

Dans les villes, de nombreuses mosquées et écoles islamiques furent fondées qui contribuèrent à l'expansion de l'Islam sunnite. Après un certain temps, il y eut une majorité écrasante de population islamique urbaine. Les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes restaient très représentatifs dans les campagnes. Le gouvernement ottoman reconnaissait l'Eglise orthodoxe serbe et l'Eglise catholique reçut aussi certains privilèges. Parmi les habitants de la campagne qui s'étaient convertis à l'Islam, continuaient à survivre des coutumes religieuses pré-islamiques, de sorte que leur religion présentait un certain syncrétisme.

A côté des gouverneurs nommés directement par le sultan, il y avait un groupe influent de grands propriétaires fonciers: des musulmans autochtones, parlant slave, qui portaient le titre **agha** ou **beg**. Ils régnaient sur des groupes importants de serfs notamment des chrétiens mais aussi un certain nombre de musulmans. Les paysans libres, finalement, étaient à prépondérance musulmane. Les oppositions entre ces deux classes grandirent parmi la population paysanne au XV^{ème} et XVI^{ème} siècles parce que les serfs chrétiens furent touchés plus durement par les hausses d'impôts et les autres mesures des gouverneurs ottomans que les paysans libres islamiques.

Comme poste avancé de l'empire ottoman, la Bosnie était directement concernée par les guerres que les Ottomans menaient en

Vénétie, Autriche et Hongrie. Pendant ces guerres, il arrivait régulièrement que les populations chrétiennes, surtout les catholiques, abandonnaient la Bosnie pour se joindre aux légions de l'Ouest. Inversement, des réfugiés musulmans s'installaient en Bosnie, fuyant les territoires qui étaient conquis par les forces de l'Ouest sur les Ottomans comme la Slovénie, la Croatie et la Hongrie. Ces guerres, et les mouvements migratoires qui en résultaient, conduisirent à exciter les oppositions entre les musulmans et les chrétiens en Bosnie.

L'affaiblissement de la puissance ottomane dans les Balkans continua durant les XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles, qui furent caractérisés en même temps par des rébellions de populations. En 1878, au Congrès de Berlin, il fut décidé de placer la Bosnie-Herzégovine sous le mandat de l'Autriche-Hongrie. Cela mit définitivement fin au pouvoir ottoman dans la région.

Sous les Ottomans la Bosnie a reçu un cachet islamique évident. Ceci ne paraît pas uniquement à cause des mosquées qui furent construites partout dans le pays dans le style turc, mais aussi à cause du système d'enseignement avec ses **mektebs, medreses et rushdiyyes**. Le mekteb, généralement dans le voisinage immédiat d'une mosquée, était le lieu de l'enseignement élémentaire de l'écriture arabe, de la lecture, du Coran et des principes de l'Islam. Le medrese était l'institut d'enseignement théologique moyen et supérieur. Le rushdiyye était un nouveau type d'écoles qui, depuis le XIX^{ème} siècle, avaient été fondées dans diverses villes de l'empire ottoman et avaient dans leur programme plus de branches modernes que le medrese. A la fin du gouvernement ottoman, il y avait en Bosnie 917 mektebs, 43 medreses et 28 rushdiyyes. Il n'était pas d'ailleurs inhabituel que les étudiants doués aillent étudier dans une des plus hautes écoles islamiques d'Istanbul. Divers théologiens célèbres dans l'empire ottoman étaient d'origine bosniaque comme Abdallah Abdi ibn Muhammad dit le Bosniaque (mort en 1644 à Konya). C'était un soufi de l'ordre de Bayrami et l'auteur d'un commentaire connu sur l'ouvrage **faus al-hikam** du mystique Ibn al-Arabi.

Des sociétés mystiques jouèrent aussi un rôle important en Bosnie même. Dans la première période du gouvernement ottoman, beaucoup de Bosniaques furent gagnés à l'Islam par le concours de musulmans mystiques. Dans l'art de la poésie populaire, leur présence continue à vivre. A côté de l'Islam classique qui fut enseigné dans les medreses, la mystique eut aussi une influence constante dans l'Islam bosniaque. Cependant, le premier couvent islamique fut fondé dans le territoire justement un peu avant la chute du gouvernement ottoman.

Les mosquées, les écoles et les autres instituts islamiques furent bien entretenus selon le système **waqf**. Celui-ci signifiait qu'un bien immeuble était abandonné par le propriétaire dans un but pieux. Ce bien pouvait, par exemple, être une partie de champ pour lequel était réglé par acte que son revenu (après paiement des frais et autres dépenses) reviendrait comme ressource à une mosquée déterminée. Ce système qui, partout dans le monde islamique était une forme importante de financement des activités sociales et religieuses, contribua aussi en Bosnie à ce que les communautés soient placées sous l'autorité du re'is al-ulama. La résidence de ce haut fonctionnaire fut déplacée de Sarajevo à Belgrade. Sous sa surveillance fonctionnaient deux conseils religieux et deux bureaux administratifs des **waqfs**, à Sarajevo et Skopje. Au niveau régional fonctionnaient les **mufti** (9 au total) comme des guides spirituels. Finalement, il y avait les administrations **waqf** locales, les

juges islamiques et les conseils islamiques locaux. L'influence du Pouvoir sur cette hiérarchie religieuse provenait du fait que la plupart des fonctionnaires étaient nommés et salariés par le gouvernement. Les tribunaux de la **chari'a** semblaient fonctionner. Comme dans beaucoup de pays islamiques ils avaient seulement des compétences sur le terrain du droit privé: mariage, divorce, droit de succession...etc.

Une nouvelle loi en 1936 n'apporta pas de modification radicale au niveau le plus élevé de la structure islamique. Les mufti régionaux disparurent. Le **re'is al-ulama** retourna à Sarajevo.

Comme la succession des gouvernements yougoslaves laissa l'organisation de la communauté islamique du temps de l'Autriche-Hongrie entièrement intacte, ils maintinrent aussi l'éducation des théologiens et des juristes islamiques. Une nouvelle école de la chari'a du niveau moyen fut fondée à Sarajevo. L'école supérieure de la chari'a dans cette ville se transforma dans les années 30 en une université pour la chari'a et la théologie islamique. La position des mektebs collaborèrent avec l'état et proposèrent dans leur enseignement de plus en plus de **branches profanes**. Les mektebs de type traditionnel, cependant, furent réduites à des installations pour l'enseignement du Coran, en dehors du temps scolaire régulier.

La Seconde Guerre Mondiale

En avril 1941, la Yougoslavie fut attaquée par les puissances de l'Axe. En accord avec les intérêts des occupants fut fondé **l'Etat indépendant de la Croatie** auquel la Bosnie-Herzégovine fut annexée. Dans cet état dominé par les Croates catholiques, les Serbes, les Juifs et les Tziganes furent placés hors-la-loi et chaque opposition étouffée dans l'oeuf avec une poigne de fer. Cela entraîna une conversion forcée de masse des orthodoxes à l'Eglise catholique.

Les musulmans gardèrent leurs droits - à côté des catholiques - et furent même déclarés la partie du peuple soutenant l'Etat. Le gouvernement croate fit de son mieux pour gagner la sympathie des musulmans, entre autres par la construction d'une grande mosquée à Zagreb.

Les partisans serbes considéraient les musulmans comme les collaborateurs du pouvoir fasciste et visaient aussi au cours de leurs attentats terroristes les cibles musulmanes. Ainsi les musulmans se sentirent concernés par le combat sanglant pendant le déroulement de la Seconde Guerre Mondiale.

Les musulmans sous le gouvernement socialiste (1945-1990)

La période qui suivit la Seconde Guerre Mondiale fut pour les différents groupes religieux en Yougoslavie un temps de grandes épreuves. Ceci était en premier lieu la conséquence des séquelles de la guerre. Des personnes furent exécutées ou faites prisonnières comme collaborateurs. Un autre facteur à cause duquel la liberté religieuse fut restreinte était la politique du nouveau Pouvoir communiste du Maréchal Tito qui s'orienta jusqu'en 1948 sur l'Union Soviétique. Il soufflait un vent violent d'athéisme à travers la politique et les éléments religieux furent repoussés à l'arrière de la vie politique et culturelle. Il est vrai

que la constitution de 1947 garantissait la liberté de religion, mais réduite à la vie privée. Beaucoup de mesures y portaient atteinte, dont l'abrogation des écoles islamiques supérieures, la disparition des journaux et d'une revue islamiques et la suppression des réunions islamiques. En 1952, les couvents de **derwiches** furent dissous en Bosnie-Herzégovine. Ils furent maintenus dans les autres régions de l'Etat.

Dans cette réglementation il y avait aussi la presque complète suppression des waqfs par laquelle était abolie la ressource financière des bâtiments et activités religieuses. Les indemnités que l'état payait pour la saisie des biens FUT souvent très peu considérable. Le salaire des imams fut dorénavant dans la plupart des cas payé par les communautés islamiques elles-mêmes.

Cette mesure causa une grande inquiétude qui fut aggravée par une intervention maladroite du Pouvoir. Divers rebelles musulmans furent condamnés aux travaux forcés ou à la peine de mort. Comme cela avait déjà été le cas après l'invasion de l'Autriche-Hongrie de nouveau un grand nombre de musulmans s'exilèrent en Turquie. Une dernière forme d'intervention de l'Etat dans la vie religieuse et sociale des musulmans fut l'interdiction du port du voile par les femmes, d'abord en Bosnie et ensuite, plus tard et avec énergie, dans les autres régions. Aucune protestation ne s'éleva contre cette mesure. On avait déjà perdu l'habitude de porter le voile traditionnel sous l'influence d'un courant moderne de l'Islam bosniaque. Bien que le gouvernement de Tito limitât fortement la vie religieuse des musulmans, il en laissa subsister certaines formes. Ainsi la fonction du re'is al-ulama comme conducteur spirituel le plus élevé des musulmans en Yougoslavie fut maintenu. Le titulaire de cette fonction fut remplacé. Il y eut une nouvelle subdivision dans les districts parallèle à celle de l'appareil de l'état. Dans les quatre parties de l'Etat où il y avait une population musulmane considérable (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Macédoine et Montenegro) fut placée une administration des affaires religieuses. L'état contribua à l'entretien des ministres du culte.

Dans le courant des années 60, l'attitude de l'Etat s'assouplit vis-à-vis de l'Islam. Ce fut la conséquence des contacts que Tito entreprit avec les autorités islamiques dans le **Cadre de l'Organisation des pays non-alignés**. Le prestige du **re-is al-ulama** fut rehaussé pour avoir été visité par les chefs du monde islamique (Soekarno-Nasser). On autorisa de plus en plus de pèlerins à se rendre à La Mecque et des étudiants en théologie à étudier à l'étranger. En 1962, les jours de fêtes islamiques furent reconnues officiellement. Les possibilités pour l'éducation des théologiens islamiques furent de nouveau graduellement élargies, entre autres par la réouverture d'une medrese à Sarajevo en 1970 et la fondation d'une nouvelle faculté islamique en 1977. D'autres centres d'éducation islamique se trouvaient à Pristina (pour les Albanais) et Skopje (pour les Macédoniens et les Turcs).

Les changements dans la culture politique du Pouvoir yougoslave se reflétaient dans la vie religieuse des musulmans en Bosnie. Dans les années 50, la politique anti-religieuse conduisit à une perte de la notion d'identité religieuse parmi la plus jeune génération. Dans les années 60 on aperçoit cependant un lent renouveau d'expansion religieuse.

La vie religieuse épanouie des musulmans en Bosnie se remarque par exemple dans la reconstruction de beaucoup de mosquées qui avaient été détruites durant la guerre 40-45 ou par les tremblements de terre. En

1945, il y avait 817 lieux de prière en Bosnie-Herzégovine. En 1960, ce nombre s'était élevé à 969 et en 1976 il y en avait 1661. Les mosquées furent financées par les fidèles eux-mêmes. En dehors de la Bosnie les mosquées furent aussi reconstruites par les Bosniaques, comme le centre islamique de Zagreb, capitale de la Croatie, ouvert en 1987.

En 1967, les musulmans en Yougoslavie reçurent officiellement le statut de **peuple**. Jusqu'à cette époque, les musulmans de Bosnie étaient considérés comme Serbes ou Croates. Depuis 1967, il existe donc une **ethnie musulmane ou une nationalité musulmane**. C'est pourquoi est née la confusion entre cette nationalité musulmane et l'adhésion à l'Islam, alors que les musulmans albanais n'ont pas reçu cette nationalité. Au recensement de la population en 1981 il y avait largement 2 millions de musulmans ethniques en Yougoslavie, dont 1,6 million en Bosnie-Herzégovine. Dans cette partie de l'état, ils formaient 40% de la population. Parmi les autres 60% de Bosniaques, il y a aussi des adeptes de l'Islam, surtout parmi ceux qui ne sont pas enregistrés comme membres d'un groupe ethnique ; ils sont considérés tout simplement comme **Yougoslaves**.

La reconnaissance comme **peuple** à part a encouragé une nouvelle assurance islamique dans laquelle les éléments religieux et nationaux sont parfois difficiles à distinguer les uns des autres. D'un côté, il n'y avait pas de meneurs orientés d'une manière dure, de l'autre côté il y avait des musulmans qui étaient touchés par l'influence des mouvements intégristes pendant leurs études au Moyen-Orient. En 1983, 12 musulmans furent condamnés à des peines de prison pour **nationalisme musulman et intégrisme** dans une tentative manifeste du gouvernement afin d'encourager l'épanouissement de l'Islam. Les musulmans sont soupçonnés par beaucoup de Serbes aux sentiments anti-turcs et anti-islamiques comme étant toujours complices des anciens dominateurs turcs.

Guerre civile

La fin de la période communiste dans l'Est de l'Europe conduisit à l'éclatement de la Yougoslavie. La Slovénie, la Croatie et aussi la Bosnie-Herzégovine, acquièrent leur indépendance en un temps record. En Bosnie-Herzégovine, le Parti de l'Action Démocratique gagna les élections de 1990. Ce parti aspire à un réveil éthique d'inspiration islamique. Le chef musulman Izetbejovic devint président de la Bosnie grâce à cette victoire électorale. Les nouveaux tenants du pouvoir dans la nouvelle république ont provoqué une grande inquiétude parmi les chefs serbes en Bosnie et à Belgrade avec les conséquences que l'on sait.

En février 1992, le musulman bosniaque Smail Balic écrivait: "Au moment où j'écris, la Bosnie a l'apparence d'un puits rempli d'armes. Les bataillons retirés de Slovénie et de Croatie sont en grande partie concentrés dans cette république. La population serbe - elle constitue 32% de tous les habitants de Bosnie - étant en opposition armée aux musulmans et aux Croates bosniaques. Toutes sortes de menaces, même celles de génocide, de peur de pauvreté, affligent la population. La peur que cette population a des groupes extrémistes serbes dans les campagnes et de leurs chefs, tous épris de représentations mythologiques et d'une ivresse nationaliste, est profondément enracinée. (...) On espère une rapide libération de l'oppression actuelle ultra-nationaliste par les forces serbes bienveillantes et démocratiques pour

mettre une fin rapide à ce climat traumatisant. L'extension de la guerre en Bosnie doit faire redouter le pire".

Une année plus tard, sa peur paraît avoir été fondée à tous égards.

par Nico Landman

II. RECIPROCITE ISLAMO-CHRETIENNE

ELEMENTS DE REFLEXION POUR LES EGLISES EUROPEENNES

Introduction

La Conférence des Eglises Européennes (KEK) et le Conseil des Conférences Episcopales Européennes (CCEE), en 1987, ont suscité conjointement un comité "Islam en Europe" au service des Eglises pour tout ce qui concerne les rapports avec les musulmans, coexistence de plusieurs siècles en Europe orientale, rencontre nouvelle liée à l'immigration en Europe occidentale. Formé de catholiques, d'orthodoxes, de protestants et d'un anglican, le comité est constitué aujourd'hui de 12 membres et de quelques experts.

En réponse à une demande du CCEE et de la KEK, le comité "Islam en Europe" a élaboré et adopté sous le titre *Réciprocité islamo-chrétienne* un texte destiné à aider les responsables de la pastorale et l'ensemble des chrétiens soucieux d'un dialogue avec les musulmans. En effet, on constate aisément que la question de la réciprocité revêt une grande importance dans les relations islamo-chrétiennes. Que des musulmans construisent une mosquée ou qu'ils manifestent d'une autre manière leur présence, des gens sont tentés d'invoquer la situation de certaines minorités chrétiennes en pays musulmans pour remettre en cause la place des musulmans en Europe.

Ce texte ne représente donc pas la position du Conseil des Conférences Episcopales Européennes ni celle du Conseil de la Conférence des Eglises Européennes. C'est un document de travail, adressé par le comité "Islam en Europe" dans le but de susciter la discussion au sein des Eglises et dans la rencontre avec les musulmans. A ce titre, le comité recevra avec intérêt toutes les remarques et les commentaires susceptibles d'améliorer ce projet, à l'adresse de son secrétariat: Pasteur Jean-Claude Basset, Comité Islam en Europe, C.P. 3158, 1211 GENEVE 3, Suisse; tél et fax : 41/22/311 43 02.

Le principe

1) Bon nombre d'Etats ont des accords de réciprocité qui offrent à leurs citoyens des droits et des facilités égaux ou comparables dans le territoire des uns et des autres. L'Union Européenne est un exemple d'une telle réciprocité économique et sociale, limitée mais réelle. Quelques Etats ont aussi des accords bilatéraux, traités d'extradition par exemple, qui leur permettent de s'assurer une assistance mutuelle sur une base qui se veut égale et parallèle. L'exemple de l'extradition attire néanmoins notre attention sur un certain nombre de problèmes. Apparemment, il devrait être relativement aisé de transférer une

personne suspecte d'actes criminels d'une juridiction à une autre de manière à ce qu'elle soit jugée dans le pays où a eu lieu le délit incriminé.

2) S'il y a conflit dans un domaine aussi clairement délimité que deux systèmes de justice pénale, on peut imaginer qu'il y a une plus grande dissymétrie lorsque deux traditions religieuses sont concernées, spécialement lorsque ces deux traditions ont des millions de fidèles appartenant à une grande variété de cultures et de nations. Néanmoins, on exprime souvent l'espoir de voir chrétiens et musulmans agir sur la base d'une réciprocité mutuelle. Il importe de voir clairement ce que cela signifie. *La réciprocité, telle que nous l'entendons ici signifie une relation fondée sur le respect et l'assistance mutuels.* Cela ne doit pas signifier qu'un traitement brutal ou une injustice de la part d'une communauté de foi vis-à-vis des membres d'une autre communauté devrait entraîner une brutalité ou une injustice parallèle.

Il importe de l'affirmer parce que si souvent des chrétiens en Europe opposent le supposé bon traitement des musulmans vivant dans les pays européens - Bosnie mise à part - aux mauvais traitements supposés des chrétiens en pays musulmans. On fait habituellement ce type de comparaison pour suggérer que puisque les musulmans maltraitent les chrétiens - ainsi qu'on le dit -, il n'y a aucune raison pour que les chrétiens traitent bien ou simplement correctement les musulmans. Cela revient à utiliser l'argument de la réciprocité d'une manière entièrement négative, ce qui va bien sûr à l'encontre du commandement biblique de ne pas rendre le mal pour le mal (Romains 12,7; I Thessaloniens 5,15; I Pierre 3,9).

Pays "chrétiens" et pays "musulmans"

3) En tout état de cause, l'argument repose sur une simplification réductrice de la réalité. Les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, souvent considérés comme chrétiens, ne sont pas chrétiens au sens où bien des pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie du Centre et du Sud sont musulmans. La République Islamique du Pakistan, pour prendre un exemple, n'a pas d'équivalent chrétien contemporain. Dans nombre de pays d'Europe occidentale et orientale, on reconnaît dans le christianisme un élément essentiel de l'héritage national. On ne sait pas encore très bien jusqu'à quel point tous ces pays entendent se considérer comme des sociétés pluralistes et il existe une forte résistance populaire face à toutes les implications d'un pluralisme ethnique et religieux. On l'a tragiquement expérimenté au temps de la *Schoa*. En dépit d'une sérieuse révision de l'attitude des Eglises à l'égard du judaïsme, les mêmes réactions se perpétuent aujourd'hui dans les préjugés contre les musulmans.

4) La sécularisation de la société en Europe occidentale constitue naturellement une donnée essentielle qui a entraîné, au cours de ce siècle, un déclin notable des Eglises chrétiennes en tant qu'institutions. Dans certains pays, ce sont à peine plus de 10% de la population qui fréquentent régulièrement le culte et un nombre croissant de jeunes entre 16 et 24 ans se définissent comme sans religion. En même temps, les questions religieuses continuent de faire la une des journaux tandis que les gouvernements consultent régulièrement les autorités religieuses et se montrent souvent particulièrement attentifs aux critiques des Eglises. En Europe orientale on retrouve une même faiblesse institutionnelle des Eglises, conséquence de l'imposition d'une idéologie

athée. Ainsi, la question de savoir s'il existe un pays européen que l'on peut véritablement appeler chrétien est complexe et exige une réponse à plusieurs niveaux.

5) La même complexité vaut pour la question de savoir si on peut vraiment dire d'un pays qu'il est musulman. Bien que dans un certain nombre de pays évoqués plus haut, 80 ou 90% des gens se désignent eux-mêmes comme musulmans, ceux qui appartiennent à l'aile radicale de l'islam, refuseraient de considérer le pays en tant que tel comme musulman, ou plutôt comme islamique. Certains feraient ici la distinction entre être musulman et être islamique. La nature et le système d'un gouvernement national donné, diraient-ils, peuvent être marqué par des gens qui se disent musulmans, mais dans la plupart des cas, ce n'est pas une forme de gouvernement islamique, conforme au Coran, à la tradition du Prophète et à la shari'a. Il peut être encore inspiré de modèles hérités de l'époque coloniale, ou bien trop influencé par les idées occidentales contemporaines et par le pouvoir économique et culturel de l'Occident. Certains mettraient en question la notion même d'Etat-nation, rêvant peut-être d'un retour au califat de la période classique de l'islam, quand on n'avait pas besoin d'aucun passeport pour voyager d'Espagne en Inde et que l'appartenance de l'umma islamique garantissait partout les mêmes droits de citoyenneté. Dans cette perspective, l'idée même de nationalisme et d'identité nationale est contraire à l'islam.

Sociétés plurielles et pluralistes

6) Cela nous conduit à la question des différentes compréhensions d'une société plurielle. Les sociétés musulmanes ont toujours connu une pluralité ethnique et culturelle; dès le début elles ont envisagé une pluralité religieuse (sauf par exemple en Arabie Saoudite et en Afghanistan) où juifs et chrétiens - et zoroastriens en Iran - ont un statut protégé de *dhimmi* que les chrétiens ont généralement considéré comme subordonné. Ceux qui n'appartenaient pas aux "peuple du Livre" n'avaient aucun statut, ni défini ni protégé. Cette dernière règle néanmoins ne pouvait être appliquée par les dirigeants musulmans en Inde, avec leurs millions de sujets hindous; on a dû trouver un moyen d'élargir aux hindous le concept coranique de peuple de l'Ecriture. En ce qui concerne les chrétiens, les prescriptions islamiques tirées du Coran et de la sunna sont assez claires et ont été suivies avec beaucoup de constance dans les sociétés islamiques. Il y a bien sûr eu à l'occasion des excès, mais on admet généralement que la condition des juifs et des chrétiens sous l'autorité islamique a été le plus souvent meilleure que celle des juifs et des musulmans sous l'autorité chrétienne, bien que l'Espagne a connu une période durant laquelle les dirigeants chrétiens ont accordé une liberté religieuse garantie par des traités.

Les musulmans peuvent argumenter, non sans raison, que, parce que le Nouveau Testament n'envisage pas le cas de chrétiens gouvernant des adeptes d'autres traditions religieuses, cette absence de prescription biblique signifie que les chrétiens sont retombés dans des modèles séculiers empruntés à la Grèce ou à Rome. Dans le cas de l'Occident chrétien, ces modèles ont manifesté une tendance à être totalitaires, ne laissant aucune place reconnue aux minorités religieuses, lesquelles furent, comme en Espagne, contraintes de se conformer à la majorité ou chassées du pays par la force. On ne devrait pas oublier l'expérience des chrétiens d'Europe au temps de la Réformation. Dans bien des régions, les princes n'ont réalisé la paix civile qu'au prix d'une ségrégation religieuse, selon le principe "*cujus regio, ejus religio*". Ce n'est qu'avec la fin des conflits religieux aux XVI^e et XVII^e siècles et avec l'arrivée des

idées de l'âge des Lumières au XVIII^e siècle que les juifs et les autres minorités religieuses ont commencé à acquérir des droits civils qui sont aujourd'hui considérés comme la marque d'une société civilisée. Les musulmans réalisent souvent mieux que les chrétiens à quel point les Droits de l'Homme sont un concept récent.

7) Dans telles conditions, il est difficile de définir une véritable équivalence de traitement des minorités religieuses. Les chrétiens en Occident peuvent affirmer que les musulmans, bien que victimes de certains préjugés, de discrimination et même de harcèlement, au même titre que les autres groupes minoritaires, jouissent en général de la liberté individuelle de culte et de propagation de leur foi. L'augmentation du nombre de mosquées et d'organisations islamiques durant des deux dernières décennies donne la preuve de cette liberté; plusieurs pays européens comptent un certain nombre de conversion à l'islam de leurs citoyens, certains hautement respectés et bien connus. Beaucoup de chrétiens considèrent que ces libertés non seulement sont compatibles avec les fondements de la foi chrétienne, mais en découlent positivement, malgré l'héritage dans la pensée politique chrétienne des idées de théocratie de saint Augustin. Il faut toutefois reconnaître que pour certains musulmans le refus des pays européens de reconnaître les dispositions du droit personnel de la *shari'a* est une forme de discrimination à l'endroit des musulmans.

La situation dans le monde musulman

8) D'un autre côté, les musulmans ont de bonnes raisons pour affirmer que, en dehors de quelques préjugés populaires et des activités de certains groupes extrémistes, les chrétiens sont des membres respectés et "protégés" dans bien des pays musulmans. De fait, certains sont parvenus à des hautes responsabilités et disposent d'un pouvoir considérable. Les écoles chrétiennes et les autres institutions liées à l'éducation, les équipements dans le domaine de la santé et de l'aide sociale ont eu une influence incalculable; les gouvernements ont en général autorisé ces institutions à se développer sans beaucoup de contrôles. Les exceptions sont bien connues.

Il est de notoriété publique que l'Arabie Saoudite interdit que des chrétiens se rassemblent sur son territoire pour prier, même à titre privé; les ministres consacrés résidant sur place doivent être officiellement enregistrés comme enseignants et on ne peut construire aucune église. Cela peut être en conformité avec une tradition du Prophète qui déclare que la péninsule arabe doit être libre de tout culte qui n'est pas islamique, mais c'est une grave atteinte à la liberté de dizaines de milliers de chrétiens venus de différents pays pour travailler dans ce royaume. En Iran, on connaît les dangers courus par les baha'is et par certains chrétiens; des organismes chrétiens ont été fermés sur ordre du gouvernement et la vente de Bibles en persan interdite. Le gouvernement soudanais a tenté d'imposer la loi de la *shari'a* et l'usage de l'arabe aux chrétiens du sud du pays. Plusieurs états de Malaisie ont interdit des traductions de la Bible qui utilisaient les mêmes mots que les musulmans pour Dieu et pour d'autres termes religieux. Le Pakistan a introduit une loi punissant de mort la diffamation du Prophète qui a été utilisée pour régler des rancunes personnelles que des musulmans avaient à l'égard de chrétiens et qui a eu pour effet de rendre toute affirmation chrétienne publique concernant l'islam extrêmement dangereuse. Cette loi a été critiquée par des responsables musulmans pakistanais et on a demandé son abrogation.

9) On peut attribuer certaines de ces injustices à des préjugés populaires ou à l'abus de coutumes musulmanes établies. D'autres correspondent à une politique gouvernementale bien arrêtée, s'autorisant explicitement de sources islamiques, même si un observateur non musulman peut suspecter qu'en fait elle doit plus à un sentiment anti-occidental et à la crainte d'une influence occidentale excessive dans le pays concerné. Ce dont les chrétiens se sont surtout plaint, c'est de la question des conversions de l'islam au christianisme. Alors que la pratique occidentale actuelle ne met peu ou pas d'obstacle à l'endroit des personnes d'origine chrétienne qui désirent se convertir - ou retrouver - à l'islam (bien que les chrétiens doivent admettre qu'il n'a pas toujours été ainsi), des musulmans convertis au christianisme ont généralement fait l'objet de pression sociale et souvent de graves condamnations légales, comme si le fait de se joindre à l'Eglise chrétienne constituait un acte criminel. C'est bien ainsi qu'est perçue la conversion dans un certain nombre d'Etats musulmans, malgré l'injonction coranique selon laquelle il n'y a "pas de contrainte en religion" (La vache 2,256). Selon l'interprétation courante, le texte signifie que personne ne doit être forcé de devenir musulman, mais ne veut pas dire que la contrainte à rester musulman soit exclue. L'explication généralement donnée pour cette différence de traitement est que l'apostasie de l'islam est perçue dans le contexte coranique comme l'équivalent d'une trahison vis-à-vis de la communauté musulmane; mettre ainsi en danger ses coreligionnaires mérite la condamnation légale la plus sévère. Mises à part quelques exceptions, les musulmans n'admettent généralement pas que les circonstances historiques de la période médinoise sur lesquelles se fonde cette interprétation ne s'appliquent plus aujourd'hui. Une avancée sur ce point exige une clarification des rapports entre le domaine religieux et la compétence de l'Etat.

Une initiative spirituelle

10) Il découle de ce dernier point que les chrétiens demandent aux musulmans de reconsidérer leurs propres textes fondateurs pour voir comment ils devraient être interprétés dans un monde très différent de l'Arabie du VII^e siècle. Les chrétiens eux-mêmes ne cessent d'être confrontés à la même tâche vis-à-vis de leurs propres Ecritures, antérieures de plusieurs siècles et seraient heureux de partager leur expérience de la complexité que cela implique. Les chrétiens aussi ont leurs radicaux, leurs rigoristes, leurs relativistes et ceux qui ne se soucient que de plier la tradition religieuse à leurs propres fins. En d'autres termes, les chrétiens ne demandent pas aux musulmans de renier leur propre tradition, mais de se joindre à la tâche commune qui consiste à essayer de comprendre comment Dieu voudrait que nous vivions de ces traditions dans les circonstances de cette fin de XX^e siècle. On ne peut mener à bien une telle évolution simplement par des pressions ou des lois; il faut un changement de mentalité par le biais d'une éducation appropriée. Une vraie réciprocité se fonde sur un échange mutuel. Les endroits où existe un authentique pluralisme religieux fonctionnent comme autant de leviers pour faire changer les choses ailleurs.

11) Nous prenons une initiative spirituelle à l'endroit des musulmans, en demandant une réciprocité de cœur et d'esprit qui nous rende capables de vivre ensemble dans ce même monde soumis à Dieu, avec un sens commun de la justice et une attention mutuelle à l'intégrité de la foi des uns et des autres. Comme indiqué plus haut, il existe bien des sources d'incompréhensions potentielles, bien des différences dans notre histoire,

dans nos coutumes et dans les présuppositions qui en découlent pour nous empêcher d'apprécier la situation des uns et des autres. Il y a de grandes craintes de part et d'autre que d'aucuns sont prêts à exploiter au nom d'un nationalisme étroit ou d'une interprétation appauvrie de la foi. Une attention et une compréhension réciproques, une ouverture de coeur et d'esprit entre nous peuvent faire davantage que d'instaurer de bonnes relations islamo-chrétiennes. Cela peut sauver notre monde d'une misère et d'un bain de sang inouïs. C'est ce qui a déjà commencé de se produire. En Bosnie, des chrétiens et des musulmans ont collaboré à travers leurs agences humanitaires afin de soulager un peu des pires souffrances de ce conflit. Nous avons vu des actions communes similaires en faveur du bien-être de l'ensemble de la communauté. Voilà, la réciprocité en acte.

Comité "Islam en Europe"
Président: Pater Hans Vöcking
Guiollettstrasse 35
D-60325 FRANKFURT

Genève
Octobre 1994 et mars 1995